

## **Les FREIE WÄHLER dénoncent les atteintes aux droits fondamentaux à l'Office européen des brevets de Munich / Pour Mme Schmidt, le gouvernement de l'État bavarois doit enfin agir.**

- Vendredi 07 avril 2017 15:28



Gabi Schmidt - landtagsabgeordnete.eu

(BPP) Les FREIE WÄHLER formulent de nouveau de graves reproches à l'encontre de la direction de l'Office européen des brevets (OEB) de Munich. De nombreux collaborateurs se plaignent depuis des années de harcèlement et de tentatives d'intimidation, déclare Gabi Schmidt, députée et membre de la commission Europe au parlement du Land de Bavière. « Il n'y a toujours pas de contrôle suffisant face à l'arbitraire du Président de l'OEB Benoît Battistelli. L'OEB étant une institution extraterritoriale, le droit allemand du travail ne s'y applique pas. Nous ne pouvons, cependant, pas admettre plus longtemps que les droits fondamentaux du personnel soient foulés aux pieds et ce, au cœur de la capitale bavaroise. »

Mme Schmidt demandera ce jeudi, en séance plénière du parlement du Land, au gouvernement de l'État bavarois d'agir, dans le cadre des moyens dont il dispose, contre le harcèlement des fonctionnaires de l'Office européen des brevets : « Nous ne pouvons continuer d'assister passivement à la façon dont 3 700 fonctionnaires sont livrés à l'arbitraire d'un homme à la tête de cette institution. » Mme Schmidt critique, notamment, le service d'investigation interne saisi par le Président sans qu'il ait le pouvoir de le faire, les contrôles tatillons des fonctionnaires en congé maladie et les atteintes aux domaines centraux de l'action syndicale de la part de la direction de l'Office.

« Normalement, le Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets devrait contrôler la direction de l'Office. Après tout, l'Allemagne a un siège avec voix délibérative et la Commission européenne a quand même un statut d'observateur », relève Mme Schmidt. Pourtant, jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'améliorations mesurables : « Le Conseil d'administration a lui-même constaté en décembre dernier que les consignes qu'il avait données à la direction de l'Office concernant la situation sociale n'avaient absolument pas été mises en œuvre. Mais aucune conséquence n'en a été tirée. » La députée au parlement du Land de la circonscription d'Uehlfeld en Moyenne-Franconie veut aujourd'hui obtenir, à travers une interpellation en séance plénière, que le gouvernement de l'État bavarois intervienne aux niveaux fédéral et européen en faveur des fonctionnaires de l'OEB.

Source : fw-landtag.de